CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

10 - 05 - 2000
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMUNICATIONS	5
ORDRE DU JOUR	5
PROJETS ET PROPOSITION DE LOI	5
– Article 39 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions (n ^{os} 540/1 et 2)	
Discussion générale	
<i>Orateurs</i> : Zoé Genot , rapporteuse, Servais Verherstraeten , rapporteur, Jean-Pol Poncelet , Guido Tastenhoye , Alfons Borginon , Marc Van Peel et Hugo Coveliers	5
Discussion des articles	10
– Article 62 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et Régions (n ^o 541/1 à 3)	11
Discussion générale	
Discussion des articles	11
– Modification de l'article 345 de la nouvelle loi communale (n ^{os} 393/1 à 6)	
Discussion générale	
<i>Orateurs</i> : Claude Desmedt , rapporteur, Alfons Borginon , Didier Reynders , ministre des Finances, Guido Tastenhoye , Marc Van Peel , Fred Erdman	11
Discussion des articles	12
– Introduction de l'euro dans la législation (n ^{os} 573/1 et 3, 574/1 à 3, 575/1 à 3)	
Discussion générale	
<i>Orateurs</i> : Alfons Borginon et Didier Reynders , ministre des Finances	12
Discussion des articles	
– Accord entre le Royaume de Belgique et l'OAA (n ^o 578/1)	13
Discussion des articles	14
– Convention entre le Royaume de Belgique et la République tchèque (n ^o 580/1)	14
Discussion des articles	14
– Protocole additionnel à la Charte sociale européenne (n ^o 610/1)	14
Discussion des articles	14
– Amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail (n ^o 611/1)	14

Discussion des articles	14
– Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne (n° 612/1)	14
Discussion des articles	14
– Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (n° 613/1)	14
Discussion des articles	15
– Accord international sur le café (n° 614/1)	
Discussion générale	
<i>Orateur</i> : Leen Laenens	15
Discussion des articles	15

ANNEXE

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Commissions – Rapports déposés	17
Propositions – Autorisation d'impression	17
Interpellations – Demandes	18

SÉNAT

Projet de loi spéciale transmis	18
---------------------------------	----

GOUVERNEMENT

Projet de loi déposé	18
Budget général des dépenses – Redistribution des allocations de base	19
Dépenses faites en marge du budget	19

PARLEMENT EUROPÉEN

Résolutions	19
-------------	----

COUR D'ARBITRAGE

Décisions de renvoi	19
---------------------	----

SÉANCE PLÉNIÈRE

MERCREDI 10 MAI 2000

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 14 h 16.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Plusieurs communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

Il en sera ainsi.

Je vous signale par ailleurs que nous n'examinerons pas la proposition de résolution (M. Ferdy Willems) relative à la condamnation à mort prononcée à l'encontre du leader kurde du PKK, M. Öcalan, n^{os} 21/1 à 5 ; M. Willems étant absent cette semaine pour raison de santé.

ORDRE DU JOUR

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents de ce matin, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de demain après-midi :

– la proposition de résolution (M. Bart Somers, Mme Marie-Thérèse Coenen et MM. Jean Depreter, Marcel Bartholomeeussen, Michel

Wauthier et Lode Vanoost) relative à la SNCB, n^{os} 489/1 à 4 ;

– la proposition de résolution (MM. Bart Somers, Ludo Van Campenhout et Hugo Philtjens) visant à confier à la Cour des comptes une mission de contrôle du bon emploi par la SNCB des deniers publics, n^{os} 568/1 et 2.

[Rapporteur : M. Ludo Van Campenhout]

Pas d'observations ? (*Non*)

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI

ARTICLE 39 DE LA LOI SPÉCIALE RELATIVE AU FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET DES RÉGIONS

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (transmis par le Sénat), n^{os} 540/1 à 3.

La discussion générale est ouverte.

Mme **Zoé Genot**, rapporteuse : Le projet touche une problématique sensible. La période transitoire de dix ans terminée, il était urgent de déposer ce projet, qui prévoit un système de financement des Communautés basé sur le nombre d'élèves, ce qui permet un traitement égal pour chaque élève. Le contrôle des données finales est confié à la Cour des comptes.

Le choix de ce critère "élève" a alimenté la discussion. Si le comptage des enfants peut paraître plus précis, celui des élèves semble plus proche des principes d'égalité inscrit dans la Constitution.

Certains ont regretté que l'on ne tienne pas compte des élèves de 18 ans et plus. D'autres ont évoqué le problème de la définition du "ramassage concurrentiel".

Ce projet met uniquement en place un cadre général en ce qui concerne le contrôle de la Cour des comptes. Certains s'interrogent sur la compétence de celle-ci. Comment va-t-elle décider si un écart est significatif ? La date de remise du comptage, fixée au 15 mai, paraît difficile à respecter.

Certains ont regretté que ce projet ne s'applique pas à 1999.

Nous espérons voir ce texte entrer en vigueur au plus vite. (*Applaudissements*)

M. Servais Verherstraeten, rapporteur : Ce projet de loi vise à exécuter la loi spéciale relative au financement des Communautés. Les modalités du financement des études universitaires effectuées par des étudiants étrangers n'ont plus été modifiées depuis 1989. L'Union européenne a contraint notre pays à accorder aux étudiants étrangers les mêmes avantages en matière d'enseignement que ceux dont bénéficient les étudiants belges. Le budget de la Flandre est par conséquent majoré d'1,11 milliard de francs, celui de la Communauté française de 2,26 milliard de francs.

Ce projet de loi devrait être approuvé par une majorité spéciale. Tous les amendements ont été rejetés. Le projet de loi a été adopté par 9 voix contre 4.

J'en viens maintenant à mon intervention à titre personnel.

Les deux projets de loi sont le fruit d'un marchandage politique sans lequel le gouvernement arc-en-ciel n'aurait jamais pu être constitué.

M. Verhofstadt avait déjà promis les fonds dont devrait bénéficier l'enseignement de la Communauté française alors qu'il était encore membre de l'opposition. Cet accord, qui a des répercussions financières pour la Flandre, a été conclu en comité restreint. On dit que c'était à l'occasion d'une fête d'anniversaire d'un ministre de premier plan.

Les accords pris au sein de la majorité n'étaient pas clairs. Contrairement à ce qu'affirme le premier ministre Verhofstadt, il n'y a pas eu de concertation formelle entre la Cour des comptes et le gouvernement.

Les critères objectifs évoqués par la Cour des comptes pour déterminer le nombre d'étudiants ne figuraient pas dans la déclaration gouvernementale du premier ministre.

Ces projets seraient provisoires mais le gouvernement wallon a donné à penser le contraire. Ils constituent l'illustration parfaite du fédéralisme de consommation. Lorsqu'il précise que le montant à verser en faveur de l'enseignement wallon ne sera pas de 1,8 mais 1,5 milliards de francs, le ministre-président flamand affiche un triomphalisme totalement déplacé.

Ces projets permettront à la Cour des comptes de contrôler tous les réseaux d'enseignement, ce qui est contraire à l'article 180 de la Constitution. Le Cour des comptes devient ainsi l'instrument du pouvoir exécutif dans l'élaboration de sa politique. Elle court de la sorte le risque de ternir la bonne réputation qui est la sienne depuis de longues années. Cette loi, qui n'aurait pas emporté l'adhésion d'une majorité spéciale, a été menée en loi ordinaire. Il appartient désormais à la Cour des comptes de contrôler le nombre d'élèves. Les déclarations relatives aux ramassages scolaires se font sur l'honneur et ne se prêtent donc pas à un contrôle. Le numéro du registre national devrait quant à lui permettre de procéder à un contrôle objectif du nombre d'élèves. Dans l'enseignement flamand, l'enregistrement du numéro du registre national se fait plus ou moins normalement. Ce n'est absolument pas le cas en Communauté française, où aucun contrôle n'est dès lors possible.

Le numéro du registre national était le seul instrument objectif dont disposait la Cour des comptes pour empêcher les doubles comptages. C'est la raison pour laquelle nous redéposerons un amendement en la matière. La révision de l'article 39 devait être, et rester, liée à la poursuite de la réforme de l'Etat. Le premier ministre s'y était engagé mais il a coupé ce lien. En commission, un parlementaire francophone s'est même réjoui ouvertement de la dissociation de ces deux éléments.

Le VLD n'a nul besoin de changer de nom pour redevenir le PVV d'autrefois, c'est-à-dire "Pest Voor Vlaanderen" (La peste pour la Flandre). Car, enfin, VLD est l'abréviation de "Vlaanderen Laten Dokken" (Faire cracher la Flandre). La Volksunie a demandé que les chiffres de la population servent à définir la clé de répartition pour le financement de l'enseignement. Ce thème devait être examiné à la COREE. La Volksunie a très vite remis son langage tout empreint de fermeté. Elle a ravalé ses revendications pour pouvoir garder ses portefeuilles ministériels.

C'est très regrettable pour la VU. En tant que composant de la majorité flamande, elle aurait pu empêcher

l'adoption de ces propositions. Elle a permis l'élaboration de cette loi de financement pour conserver ses ministres au gouvernement flamand. Cet accord est un mauvais accord. Une fois de plus, la Flandre payera davantage que la Wallonie. Bien évidemment, rien ne s'oppose à ce qu'un élève wallon reçoive autant de subsides qu'un élève flamand, mais il faut un contrôle. La bataille de la concurrence continue et produira surtout des effets néfastes à Bruxelles. Nous voterons donc contre et nous redéposerons nos amendements. *(Applaudissements sur les bancs du CVP et du VL. BLOK)*

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Il m'a été impossible de m'exprimer en Commission, le président ayant rapidement clôturé les débats.

Il s'agit ici des accords de la Saint-Eloi, le patron des orfèvres et des forgerons.

Ces accords sont, en effet, un exemple d'orfèvrerie ; certains ont parlé de plomberie voire d'illégalité, de duplicité et même de tromperie. En revanche, il est certain que ces accords ne résisteront pas à un recours à la Cour d'Arbitrage.

Les francophones du gouvernement ont été roulés par leurs partenaires flamands. Ils devront bientôt invoquer Ste Rita, la patronne des causes désespérées !

L'illégalité des accords est confirmée par le Conseil d'État, qui s'est prononcé chambre réunies. Le gouvernement aurait intérêt à prendre cette institution au sérieux. L'annulation de la nomination de Mme Reyners devrait le lui rappeler, comme d'autres affaires ont rappelé l'importance de la Cour d'Arbitrage.

Le Conseil d'État énumère cinq critiques à propos du projet de loi et une sur l'autre projet, qui exécute l'article 62 de la loi spéciale.

Le Conseil d'État souligne que l'accord viole la loi de financement car il ne prévoit aucun moyen pour l'année 1999. Il viole aussi la Constitution en attribuant de nouvelles compétences à la Cour des comptes.

La distinction entre ramassage concurrentiel et non-concurrentiel ne repose sur aucun critère, comme le requiert la loi de financement.

La référence à la notion d'élève régulièrement inscrit n'est pas un critère neutre sur le plan politique puisqu'il dépend des Communautés.

L'exclusion des bisseurs et trisseurs casse le principe de solidarité entre les plus favorisés et ceux – moins favorisés – qui risquent de doubler, voire de tripler.

En ce qui concerne le deuxième projet, le Conseil d'État estime que celui-ci viole l'article 62 sur la loi spéciale de financement, qui ne permet pas de changer les montants de base des crédits accordés par le fédéral aux Communautés au titre des élèves étrangers pour plus d'une année. Ces montants doivent être fixés annuellement ou inscrits dans l'article 62 lui-même via une modification de ce dernier par le biais d'une loi spéciale.

Le Conseil d'État conclut qu'il incombe au législateur de modifier à la majorité spéciale la loi spéciale de financement.

J'insiste sur la manière scandaleuse de répondre à l'objection du Conseil d'État quant au caractère inobjectif du critère relatif au ramassage scolaire. Il y a rupture de solidarité entre les enfants francophones des communes à facilité et ceux habitant en Wallonie.

Les enfants des communes à facilités ne bénéficieront plus du ramassage scolaire ou celui-ci ne sera plus subsidié.

Je m'étonne du silence des parlementaires du FDF à ce sujet.

Je note que, sans justification substantielle, tous les amendements visant à transformer les deux projets de loi en projets de loi spéciale ont été rejetés.

Aucune explication n'a été donnée sur la dénaturation du concept d'élève, ni sur le fait qu'aucun moyen n'était prévu pour 1999 ; nos amendements déposés en ce sens ont été tous rejetés avec l'appui des francophones de la majorité !

La perte récurrente des moyens est estimée à 1,8 milliard en raison de l'exclusion des élèves de plus de 17 ans et à 3,6 milliards pour 1999 seulement. C'est beaucoup, et les enseignants apprécieront !

J'en viens au contenu de ces accords. Il semble qu'il existe des clauses secrètes. Par exemple, l'autonomie fiscale, la réactivation de l'inspection linguistique et la régionalisation de l'agriculture. Ces clauses secrètes ne peuvent qu'être défavorables aux francophones.

Autre duplicité : le financement n'est assuré que pour un an et non pour l'éternité, comme le prétendent les francophones, contre l'avis du Conseil d'État.

Le gouvernement fait également preuve de duplicité en "oubliant" les étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur non-universitaire.

Le gouvernement se rend également coupable de mensonge par omission car il nous cache la base de la

répartition des moyens tirés de l'article 62, § 1^{er}, de la loi spéciale de financement. Il nous cache aussi qu'il avait chargé la Cour des comptes, en violation de la Constitution, d'exécuter des missions que doit lui conférer le premier projet de loi, sans attendre que celui-ci ne soit voté. Il s'agit là d'une première. C'est, en effet, la première fois que le gouvernement impose, sans le concours du pouvoir législatif, une mission à la Cour des comptes, institution relevant du pouvoir législatif et chargée de contrôler l'exécutif. Cette violation patente de la séparation des pouvoirs semble témoigner, une fois de plus, du peu de cas que fait le gouvernement du respect de nos institutions et des institutions relevant du Parlement en particulier.

En conclusion, je souhaite solennellement mettre les francophones de cette assemblée en garde contre les conséquences dramatiques qu'aura, pour la Communauté française, l'adoption des deux projets de loi. Le premier entérine une grave capitulation francophone, malgré l'avis du Conseil d'État qui avait entièrement désavoué les francophones du gouvernement, dont les concessions excessives ont été jugées contraires à la loi spéciale de financement. Cette capitulation représente, pour 1999, 3,6 milliards et, pour les années suivantes, 1,8 milliard soit plus de 25 milliards sur dix ans.

Le faible acquis francophone (795 millions) risque d'être anéanti par la Cour d'Arbitrage.

Le revirement du ministre des finances rendra sans doute possible une concurrence fiscale entre les Régions, concurrence désastreuse pour la Wallonie.

Nos plus grands économistes sonnent le tocsin quant aux dangers de l'autonomie fiscale.

Le premier projet est imbuvable, le deuxième est une duperie, s'il n'est pas adopté à la majorité spéciale et si les montants ne sont pas adaptés. (*Applaudissements*)

M. Guido Tastenhoye (VL. BLOK) : Les accords de la Saint-Eloi ne sont qu'une plaisanterie. L'accord secret, auquel on confère à présent une apparence de légalité, a été préparé lors de la formation du gouvernement. Le VLD, le SP et Agalev n'ayant pas la majorité en Flandre, il a fallu élargir la coalition à la VU. Bert Anciaux était tellement impatient de devenir ministre qu'il était prêt à toutes les concessions. Patrick Van Krunkelsven n'est pas davantage parvenu à sauver les meubles.

Il ne fait aucun doute que, quelque'exécrables qu'ils soient, la majorité approuvera les projets à l'examen.

Ce gouvernement foule aux pieds une série de lois et la Constitution. Par ailleurs, le pouvoir de contrôle de la Cour des comptes est totalement illégal et impossible à

mettre en oeuvre. Le gouvernement se passe fort bien de la Cour des comptes. Si la Cour est dans l'impossibilité d'exercer sa mission de contrôle, le gouvernement fixera lui-même les dotations.

Le nombre des enfants en âge de scolarité obligatoire – c'est-à-dire les enfants âgés de 6 à 18 ans – constitue évidemment le seul critère valable. Autre évidence : le fond du problème est que les francophones, comme ils l'ont déjà fait savoir, ont besoin d'argent pour financer leur enseignement.

Le coût élevé de l'enseignement francophone n'est certainement pas dû à sa qualité, qui est en-dessous de tout. La plupart des élèves en sortent sans connaître un seul mot de néerlandais et sont, en fait, des ignares. L'enseignement y est dispensé par du personnel politique, par ailleurs en surnombre.

Le VLD – qui entend à tout prix rester au pouvoir – se contente d'observer sans réagir. Plus grave encore : le SP et Agalev se font les complices de ce jeu. Il est tout aussi regrettable que la VU s'incline devant l'accord. L'époque à laquelle ce parti défendait des idées nationalistes-flamandes est bel et bien révolue. Le nouveau président, M. Bourgeois, n'y changera rien. Il est entouré des vassaux de MM. Anciaux et Van Krunkelsven, qui le réduisent à l'impuissance.

L'Agriculture est en fait devenue la compétence de Louis Michel. Les seuls propos entendus dans la bouche de M. Bourgeois ont été prononcés pour demander l'interdiction du Vlaams Blok. Les membres de la Volksunie ont le sentiment d'avoir été trahis. Nous n'avons jamais ménagé nos critiques à propos de la politique anti-flamande du CVP, mais nous finirons presque par regretter le temps où gouvernait ce parti.

La suprématie des francophones est tangible au sein du Parlement. Avant même la composition du gouvernement, M. Busquin, un francophone unilingue, a été nommé en qualité de commissaire européen. La COREE a été ramenée à une mini-COREE, où l'on ne négocie plus qu'au niveau régional, avec la complicité coupable de la VU. Les lois linguistiques sont toujours formulées aux pieds à Bruxelles. La réforme des polices ne tient compte que des revendications francophones. Les mesures économiques profitent à la seule Wallonie. Je songe par exemple au plan Rosetta, qui est absolument inapplicable en Flandre. Tout cela se fait avec l'assentiment de la Volksunie. À Bruxelles, le bilinguisme de la justice est vidé de sa substance et les francophones sont favorisés dans toutes les instances. Mais, par ailleurs, on a renoncé à faire construire des dragueurs de mines, une activité bénéfique pour la Flandre. Le flux de l'argent flamand vers la Wallonie se poursuit. Même le

professeur Senelle estime qu'on ne peut plus parler de solidarité mais qu'il s'agit véritablement d'un hold-up portant sur quelque 400 milliards par an. Le gouvernement flamand se comporte de plus en plus comme le satellite du gouvernement fédéral. La VU accepte tout. Je demande dès lors aux membres d'abandonner leur attitude hypocrite et de s'opposer aux accords de la Saint-Eloi. Ils est temps qu'ils assument leurs responsabilités, manifestent leur opposition, s'engagent en faveur de l'épanouissement de leur peuple et quittent la COREE et le gouvernement flamand frappé de paralysie. C'est ainsi et ainsi seulement qu'ils rempliront leur devoir envers la Flandre. (*Applaudissements sur les bancs du VL. BLOK*)

M. Alfons Borginon (VU-ID) : Si les nationalistes flamands sont effectivement en droit de s'interroger sur certaines structures de l'enseignement, il est intolérable de chercher à mettre en cause les capacités intellectuelles de certains groupes. Le Vlaams Blok pêche par omission. Il est temps de se rendre compte que les voix données au Vlaams Blok sont des voix perdues pour la lutte en faveur de l'autonomie flamande.

M. Gerolf Annemans (VL. BLOK) : Notre principal pouvoir réside dans la possibilité de faire pression sur les autres partis politiques. Le refus de propositions malhonnêtes constitue également une grande force. Comment M. Borginon ose-t-il critiquer de la sorte le parti flamand qui connaît l'expansion la plus rapide ?

M. Alfons Borginon (VU-ID) : Le jugement de l'histoire sera très certainement différent. La fédéralisation a été rendue possible grâce à l'action de la VU. L'oeuvre n'est d'ailleurs pas encore achevée. Le Vlaams Blok se trouve dans une position confortable. Il se tient à l'écart et se borne à critiquer. Je m'exprime ici en fait au nom de M. Pieters.

Ce projet est donc la concrétisation des accords de la Saint-Eloi sur l'enseignement. Les dispositions relatives aux droits de tirage reviennent à ouvrir la boîte de Pandore. Il n'y aura pratiquement pas de création d'emplois. La Communauté française a reçu l'argent dont elle avait besoin, tandis que la position de la Flandre dans le cadre des négociations pour une plus grande autonomie a été minée.

Le premier ministre a ainsi perdu une grande part de sa crédibilité.

L'accord se fonde sur le nombre d'élèves réguliers de 6 à 16 ans. À défaut de données informatiques, c'est le comptage dans les écoles, voire les chiffres de la population, qui devrait servir de point de départ. Cette méthode de travail est inappropriée.

Si la Cour des comptes devait constater que les fichiers sont incorrects ou incomplets, le gouvernement fédéral, dans sa sagesse, prendra sa décision dans la semaine du 21 au 28 juillet. Au retour des vacances parlementaires, il sera trop tard pour intervenir.

Même si le caractère temporaire de cet accord n'est pas précisé dans le texte, nous l'appuyons. Néanmoins, l'obligation de déposer une proposition de loi revient en réalité à se défier du gouvernement. J'espère que le premier ministre n'invoquera pas le prétexte de n'avoir pas participé aux négociations en vue de l'accord. Que signifie l'"écart" entre les chiffres officiels et ceux de la Cour des Comptes ? Quelle doit être l'importance de cet écart ? Il semble que ces comptages suscitent bien des problèmes en Communauté française. Désormais, le ramassage des élèves sera mieux contrôlé. Il s'agit en réalité de procédés de rabattage. Par ailleurs, les francophones sont opposés aux inspecteurs linguistiques, lesquels auraient dû entrer en fonction il y a belle lurette.

Le groupe VU-ID ne voit aucune raison d'approuver cet accord. Le financement de l'enseignement doit être organisé dans le cadre d'une négociation entre les Communautés et non pas d'un accord secret.

M. Marc Van Peel (CVP) : Comment M. Borginon explique-t-il son attitude à l'égard d'un projet dont M. Bert Anciaux est tout de même l'un des signataires ? Ne souffrirait-il pas de schizophrénie ?

M. Alfons Borginon (VU-ID) : Je ne suis pas schizophrène. Nous avons convenu de modifier l'accord avant décembre. Les partis flamands doivent se servir des besoins financiers de l'enseignement francophone comme moyens de pression dans le cadre des autres négociations au sein de la COREE.

Les projets de loi sont truffés de dispositions contradictoires. Ni la Flandre, ni la démocratie, ni même l'enseignement francophone ne tireront profit de ces projets. L'enseignement ne s'améliorera que lorsque les Communautés pourront décider en toute indépendance.

M. Marc Van Peel (CVP) : Je ne vous accuse pas d'être schizophrène. J'observe néanmoins que pour votre parti, ce projet renferme tout de même de contradictions. Il s'agit d'un accord politique. Si j'ai bonne mémoire, M. Bert Anciaux a négocié l'accord qui lie la VU. Il aurait par conséquent mieux valu que votre parti se taise.

M. Alfons Borginon (VU-ID) : La promesse d'accorder des crédits supplémentaires à l'enseignement francophone a été faite dans le cadre d'un accord secret conclu en dehors des négociations gouvernementales.

Il ne nous restait plus qu'à conserver un atout en réserve pour la suite des négociations.

M. Hugo Coveliers (VLD) : Il a déjà été souvent question du financement de l'enseignement. Je constate qu'en la matière, le PSC et le CVP adoptent des positions diamétralement opposées. Les déclarations de M. Tastenhoye étaient franchement exagérées et d'ailleurs hors de propos.

La Constitution précise que l'enseignement est libre et que la Communauté garantit la liberté du choix des parents. Ceux-ci peuvent choisir librement le système éducatif. Il est évident que ces garanties entraînent des dépenses importantes pour les pouvoirs publics, l'enseignement devant en principe être gratuit. Dans les années à venir, les deux Communautés auront d'ailleurs besoin de crédits supplémentaires.

Le problème concerne les deux Communautés. Les projets à l'examen tendent à apporter une solution provisoire à des besoins de financement concrets, dans l'attente d'une solution définitive.

M. Marc Van Peel (CVP) : M. De Gucht a précisé que l'enseignement flamand a également des besoins de financement, mais sélectifs. La ministre flamande de l'enseignement, qui avait à son tour évoqué cette question, a été rappelée à l'ordre par son président. J'espère que l'on ne vous réservera pas le même sort.

M. Hugo Coveliers (VLD) : Je constate simplement qu'il y a des besoins de financement tant en Flandre qu'en Wallonie. Ce constat n'est pas en contradiction avec les déclarations faites par notre président.

Pour les années budgétaires 1989 à 1998, pour les recettes de la TVA, l'article 39, § 2, fixe une clé de répartition fondée sur le nombre d'élèves. Cette clé était de 57,55% pour la Flandre et de 42,55% pour la Wallonie.

Cette clé de répartition devait être adaptée à partir de l'année budgétaire 1999. On le savait déjà en 1989, mais les gouvernements précédents ont omis d'y remédier. Quelle audace dès lors de nous accuser de "pécher par omission" ! Au moins notre gouvernement a-t-il mis fin à une situation calamiteuse. Il a en outre créé un organe de contrôle indépendant. Ainsi, chaque Communauté pourra poursuivre l'organisation de son enseignement en fonction de critères qualitatifs.

M. Marc Van Peel (CVP) : Sous la législature précédente, il n'y avait effectivement eu aucun accord sur une nouvelle répartition des crédits. Ce n'était pas une omission, mais une option délibérée. Le CVP ne souhaite pas

déforcer la Flandre dans les négociations en faisant des concessions.

M. Hugo Coveliers (VLD) : Dans ce cas, il n'aurait pas fallu adopter, en 1989, une loi qui a dû être revue en 1998. L'autorité publique se doit de respecter d'abord ses propres lois. C'est un principe élémentaire dans une démocratie qui fonctionne bien. Mais je voudrais m'étendre quelque peu sur la notion de "geschikt", c'est-à-dire "approprié". La Cour des comptes a vu évoluer sa mission. Elle est désormais également appelée à statuer sur les comptables. Il est évident que c'est le gouvernement qui confère cette mission à la Cour des comptes. Il ne s'agit pas d'une restriction du choix des parents, mais d'une restriction de la marge de manoeuvre des autorités qui organisent un ramassage scolaire déloyal. Nous parlons ici de 9 personnes ou plus, chauffeur compris.

Le non-respect de la réglementation engendrera des problèmes, mais ceux-ci sont prévus par l'accord et résolus. La tâche et la fonction du Parlement doivent évoluer avec la société.

En ce qui concerne le financement des étudiants étrangers dans l'enseignement universitaire, je me bornerai à dire que nous avons suivi le raisonnement des différents arrêts de la Cour européenne de Justice et prévu une augmentation du budget.

Je sais pertinemment que ces projets sont la cible des critiques de l'opposition. Le contraire m'eût d'ailleurs étonné. Le gouvernement a su mettre en oeuvre une opération neutre qui repose sur des critères objectifs. Les textes à l'examen constituent la mise en oeuvre des décisions prises en 1989.

M. Marc Van Peel (CVP) : Hier, lorsque les projections du bureau du plan ont été rendues publiques, Écolo et le PS ont immédiatement réclamé de l'argent pour l'enseignement. L'enseignement néerlandophone recevra-t-il également des moyens complémentaires ?

M. Hugo Coveliers (VLD) : Cet accord constitue la mise en oeuvre de ce qui avait été convenu en 1989. Dans le cadre d'une négociation, chacun doit faire des concessions. La situation économique actuelle ouvre de nouvelles perspectives. Il existe cependant d'autres besoins, mais des négociations doivent encore être menées à ce propos.

Le président : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

À l'intitulé, nous avons l'amendement n° 8 de MM. Servais Verherstraeten et Herman Van Rompuy (doc. n° 540/2).

L'amendement et l'intitulé sont réservés.

– L'article 1er est adopté sans observation.

Le **président** : À l'article 2, nous avons les amendements n°s 1, 2, 3 et 4 de MM. Luc Paque et Jean-Pol Poncelet, 13 de M. Danny Pieters et 9 de MM. Servais Verherstraeten et Herman Van Rompuy (doc. n° 540/2).

Les amendements et l'article 2 sont réservés.

À l'article 3, nous avons les amendements n°s 15 de M. Danny Pieters, 10 de MM. Servais Verherstraeten et Herman Van Rompuy (doc. n° 540/2) et un nouvel amendement n° 17 de MM. Servais Verherstraeten et Marc Van Peel (doc. n° 540/4)

Les amendements et l'article 3 sont réservés.

A l'article 4, nous avons les amendements n°s 5 et 6 de MM. Luc Paque et Jean-Pol Poncelet et 11 de MM. Servais Verherstraeten et Marc Van Peel (doc. n° 540/2)

Les amendements et l'article 4 sont réservés.

A l'article 5, nous avons les amendements n°s 14 de M. Danny Pieters et 12 de MM. Servais Verherstraeten et Marc Van Peel (doc. n° 540/2).

Les amendements et l'article 5 sont réservés.

A l'article 6 nous avons les amendements n°s 7 de MM. Luc Paque et Jean-Pol Poncelet et 16 de M. Danny Pieters (doc. n° 540/2).

Les amendements et l'article 6 sont réservés.

Les votes sur les amendements et articles réservés, ainsi que sur l'ensemble auront lieu ultérieurement.

ARTICLE 62 DE LA LOI SPÉCIALE RELATIVE AU FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET DES RÉGIONS

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi exécutant la loi spéciale du 16 janvier 1989

relative au financement des Communautés et des Régions (transmis par le Sénat), n° 541/1 à 3.

Les rapporteurs ayant déjà présenté leur rapport à l'occasion du projet précédent et les orateurs aussi s'étant déjà exprimés, nous passons à la discussion des articles.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

A l'intitulé, nous avons l'amendement n° 1, repris par MM. Servais Verherstraeten et Marc Van Peel (doc. n° 541/2) et l'amendement n° 3 de MM. Luc Paque et Jean-Pol Poncelet (doc. n° 541/4).

Les amendements et l'intitulé sont réservés.

– L'article 1er est adopté sans observation.

Le **président** : À l'article 2, nous avons les amendements n°s 4 et 5 de MM. Luc Paque et Jean-Pol Poncelet (doc. n° 541/4) et 2 de MM. Servais Verherstraeten et Marc Van Peel (doc. n° 541/2).

Les amendements et l'article 2 sont réservés.

Les votes sur les amendements, sur l'intitulé et sur l'article réservés, ainsi que sur l'ensemble, auront lieu ultérieurement.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 345 DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi (M. Alfons Borginon et consorts) modifiant l'article 345 de la nouvelle loi communale, n° 393/1 à 6, renvoyée en commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique le 23 mars 2000.

Conformément à l'article 66 (n° 3) du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

M. **Claude Desmedt**, rapporteur : La proposition de M. Borginon, qui revient ici en séance plénière, vise la procédure disciplinaire à appliquer aux fonctionnaires de district.

L'avis du bureau du Conseil de district préalable à celui du Conseil communal, qui était requis dans un premier texte, est remplacé par la demande d'avis du secrétaire de district, qui est un fonctionnaire.

La discussion générale est ouverte.

Au cours de cette séance, M. Borginon a soulevé un autre problème : celui du droit de vote des ressortissants de l'Union européenne aux Conseils de districts, qui avait toujours été considéré implicitement comme acquis, point de vue confirmé par le ministre de l'Intérieur.

La proposition a été renvoyée en Commission.

M. Borginon a, dès lors, introduit deux amendements, afin qu'il n'y ait plus d'équivoque possible. Le gouvernement a, de son côté, introduit deux amendements de portée identique, qui ont servi de base à la discussion.

Au cours des débats a également été évoqué l'article 331 de la nouvelle loi électorale, qui établit l'incompatibilité entre les mandats de conseiller communal et de conseiller de district. La candidature aux deux mandats est toutefois possible mais, en cas de double élection, il faut choisir.

Le projet amendé a été adopté par onze voix contre deux. L'accès des ressortissants européens au droit de vote pour l'élection des Conseils de districts est ainsi établi sans équivoque. (*Applaudissements*)

M. **Alfons Borginon** (VU-ID) : Je tiens à remercier mes collègues députés pour leur contribution.

Il se peut que certains se soient inscrits tardivement comme étrangers ressortissants de l'UE. A mes yeux, il va de soi que les citoyens qui ont le droit de vote aux élections communales devraient également l'avoir pour les élections des Conseils de district.

M. **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Cela pourrait, le cas échéant, se régler par la voie d'une circulaire.

M. **Guido Tastenhoye** (VL. BLOK) : La présente proposition et son amendement visent à empêcher le Vlaams Blok d'accéder au pouvoir au sein des Conseils de district à Anvers. Depuis quelque temps, le Père Leman mène campagne dans le but de nuire au Vlaams Blok.

Je trouve des plus déplorables que la VU prête son concours à cette campagne de dénigrement.

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Nous partageons l'opinion de M. Borginon. Ce problème va être résolu, puisque le ministre accepte de publier une circulaire à cette fin.

M. **Fred Erdman** (SP) : J'adhère pleinement à cette proposition, à plus forte raison si elle nous permet de mettre le Vlaams Blok sur la touche.

M. **Alfons Borginon** (VU-ID) : La présente proposition pourrait même avoir pour effet de protéger le Vlaams Blok. En effet, si vous obteniez la majorité absolue aux élections des Conseils de district, il suffirait de trouver un seul ressortissant de l'UE n'ayant pas pu voter pour faire annuler le scrutin. C'est donc une arme à double tranchant.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 3, du Règlement, le texte adopté par la Commission sert de base à la discussion des articles.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

INTRODUCTION DE L'EURO DANS LA LÉGISLATION

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion

– du projet de loi relatif à la décimalisation nécessaire pour l'introduction de l'euro dans les programmes informatiques du secteur public et à l'indication des prix sur les instruments métrologiques, n° 573/1 et 2 ;

– du projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution, n° 574/1 à 3 ;

– du projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, n° 575/1 à 3.

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces trois projets.

Pas d'observations ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

La discussion générale est ouverte.

M. Van Weddingen renvoie à son rapport écrit.

M. **Alfons Borginon** (VU-ID) : Des pleins pouvoirs sont conférés au gouvernement pour lui permettre de mettre le passage à l'euro à profit pour modifier certains nombres. Ces pouvoirs sont très étendus. Mon amendement vise à en restreindre la portée, de façon à ce qu'ils portent uniquement sur les petits nombres.

M. **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : Les arrondis qui seront mentionnés dans les arrêtés d'exécution de ces trois textes, se feront toujours à l'avantage du client, dans les législations tant sociales que fiscales, et non à l'avantage de l'État.

Une provision budgétaire d'un milliard de francs est réservée à cet effet.

En ce qui concerne les arrêtés d'exécution, je confirme qu'ils seront soumis à la commission des Finances après l'avis du Conseil d'État.

Je déposerai, chaque fois en même temps, auprès de la commission les projets de loi de ratification.

Le **président** : J'entends que ce dépôt de textes n'aura pas pour seul but d'informer la Chambre ?

M. **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : Le débat pourra, en effet, avoir lieu bientôt. Si le débat débouchait sur des modifications conséquentes, nous en tiendrions compte dans le texte définitif des arrêtés, puisqu'il faudrait, de toute manière, en tenir compte ensuite dans le texte des lois de ratification.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

Nous commençons par les articles de loi relatif à la décimatisation nécessaire pour l'introduction de l'euro dans les programmes informatiques du secteur public et à l'indication des prix sur les instruments métrologiques, n° 573/1 et 2.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous poursuivons avec les articles du projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution, n° 574/1 à 3.

– Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observation.

Le **président** : À l'article 3, nous avons l'amendement n° 1 de M. Alfons Borginon (doc. n° 574/2).

Le **président** : L'amendement et l'article 3 sont réservés.

– Les articles 4 et 5 sont adoptés sans observation.

Le **président** : Les votes sur l'amendement et l'article réservés, ainsi que sur l'ensemble, auront lieu ultérieurement.

Nous terminons avec les articles du projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, n° 575/1 à 3.

– Les articles 1 à 5 sont adoptés sans observation.

Le **président** : À l'article 6, nous avons l'amendement n° 1 de M. Alfons Borginon (doc. n° 575/2).

L'amendement et l'article 6 sont réservés.

– Les articles 7 à 9 sont adoptés sans observation.

Le **président** : Les votes sur l'amendement et l'article réservés, ainsi que sur l'ensemble, auront lieu ultérieurement.

Une fois de plus, je félicite le gouvernement, qui a pris soin de faire précéder les textes de résumés. Ceux-ci représentent un grand progrès.

ACCORD ENTRE LA BELGIQUE ET L'OAA

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture sur l'établissement en Belgique d'un bureau de liaison de cette organisation, signé à Bruxelles le 5 février 1997 (transmis par le Sénat), n° 578/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Bruxelles le 16 décembre 1996 (transmis par le Sénat), n° 580/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment au Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives, fait à Strasbourg le 9 novembre 1995 (transmis par le Sénat), n° 610/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à l'Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, adopté par la Conférence internatio-

nale du travail à sa quatre-vingt-cinquième session, à Genève le 19 juin 1977 (transmis par le Sénat), n° 611/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif au transport de gaz naturel par canalisation entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 10 décembre 1997 (transmis par le Sénat), n° 612/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pris en exécution de la Convention européenne de sécurité sociale du 14 décembre 1972, à l'Annexe à l'Accord et à l'Arrangement administratif pour l'application de l'Accord, faits à Bruxelles le 24 juin 1996 (transmis par le Sénat), n° 613/1.

Personne ne demandant la parole, nous passons immédiatement à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CAFÉ

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant assentiment à l'Accord international de 1994 sur le café, fait à Londres le 30 mars 1994 (transmis par le Sénat), n° 614/1.

La discussion générale est ouverte.

Mme **Leen Laenens** (Agalev-Écolo) : Notre groupe déplore que l'accord sur le café ne comporte pas de clauses économiques ni d'accords sur les prix. Dans les pays en voie de développement, des millions d'agriculteurs dépendent de la production de café. Depuis qu'il a été mis fin à l'accord en 1998, il n'existe plus de quotas à l'exportation, ce qui se traduit par de fortes fluctuations de prix et une concurrence assassine pour les petits agriculteurs. Nous estimons qu'une nouvelle clause relative au prix devrait être introduite lors des négocia-

ciations de l'OMC. J'espère qu'en tant que pays consommateur, la Belgique jouera un rôle de premier plan dans la mise sur pied d'un commerce loyal.

Le **président** : Vous pouvez approuver ou rejeter le projet de loi, mais pas l'amender.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

– Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

– *La séance est levée à 16 h 40.*

– *Prochaine séance plénière de la Chambre, demain jeudi 11 mai 2000 à 14 h 15.*

ANNEXE
SÉANCE PLÉNIÈRE
MERCREDI 10 MAI 2000

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

COMMISSIONS

Rapports déposés

Les rapports suivants ont été déposés :

au nom de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique,

– par M. Claude Desmedt, sur la proposition de loi (M. Alfons Borginon et consorts) modifiant l'article 345 de la nouvelle loi communale : n° 393/5 ;

au nom de la commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions,

– par M. Servais Verherstraeten et Mme Zoé Genot, sur :

* le projet de loi fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (transmis par le Sénat) : n° 540/3 ;

* le projet de loi exécutant l'article 62 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (transmis par le Sénat) : n° 541/3 ;

au nom de la commission des Finances et du Budget,

– par M. Eric van Weddingen, sur

* le projet de loi relatif à la décimalisation nécessaire pour l'introduction de l'euro dans les programmes informatiques du secteur public et à l'indication des prix sur les instruments métrologiques : n° 573/2 ;

* le projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution : n° 574/3 ;

* le projet de loi relatif à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution : n° 575/3.

au nom de la commission des Naturalisations,

– par M. Claude Eerdekenes sur les demandes de naturalisation : n° 634/1.

au nom de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques,

– par M. Ludo Van Campenhout, sur :

* la proposition de résolution (M. Bart Somers, Mme Marie-Thérèse Coenen et MM. Jean Depreter, Marcel Bartholomeeussen, Michel Wauthier et Lode Vanoost) relative à la SNCB : n° 489/3.

* la proposition de résolution (MM. Bart Somers, Ludo Van Campenhout et Hugo Philtjens) visant à confier à la Cour des comptes une mission de contrôle du bon emploi par la SNCB des deniers publics : n° 568/2.

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression

1. Proposition de loi (MM. Jean-Paul Moerman, Charles Michel et Thierry Giet et Mme Jacqueline Herzet) modifiant l'article 1394 du Code civil en ce qui concerne la renonciation à l'accession entre époux communs en biens, n° 628/1 ;

2. Proposition de loi spéciale (MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Guido Tastenhoye et Filip De Man) sup-

primant les facilités linguistiques dans les communes de la périphérie bruxelloise, n° 629/1 ;

3. Proposition de loi (MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Filip De Man et Jan Mortelmans) relative à l'emploi des langues sur les cartes d'identité, n° 630/1 ;

4. Proposition de loi (M. Willy Cortois) modifiant l'article 5 de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, n° 632/1 ;

5. Proposition de loi (M. Hugo Coveliers, Mme Kathleen van der Hoof et M. Jef Valkeniers) relative à la comptabilité ouverte des organisations syndicales, n° 633/1 ;

6. Proposition de loi (Mmes Kristien Grauwels et Claudine Drion) modifiant diverses lois électorales afin d'assurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes lors des élections, n° 635/1 ;

7. Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant le règlement sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les signaux lumineux de circulation tricolores, n° 636/1 ;

8. Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant l'article 68 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne l'autorisation des cyclistes dans les rues à sens unique, n° 637/1 ;

9. Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les passages prévus pour traverser la chaussée, n° 638/1 ;

10. Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant l'article 2.7 du règlement général sur la police de la circulation routière, n° 639/1 ;

11. Proposition de loi spéciale (MM. Gerolf Annemans, Bart Laeremans, Guido Tastenhoye et Filip De Man) fixant définitivement la frontière entre la Flandre et la Wallonie et supprimant les facilités dans les communes de la frontière linguistique, n° 640/1.

INTERPELLATIONS

Demandes

Le Bureau a été saisi de demandes d'interpellation de :

– Mme Els Van Weert au premier ministre sur "la consultation populaire concernant la réforme de l'administration fédérale".

(n° 386 – transformée en question orale)

– M. Luc Sevenhans à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "les dangers éventuels découlant de l'installation de pylônes GSM".

(n° 387 – renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société)

– M. Guido Tastenhoye au ministre de la Justice sur "le risque d'assassinat imminent par des voleurs auquel est exposée une commerçante du quartier du Seefhoek à Anvers et la situation de non-droit et de désordre absolu dans le 'Bronx' anversoïis".

(n° 388 – renvoi à la commission de la Justice)

– M. Pieter De Crem au ministre de la Défense nationale sur "les réformes de l'armée".

(n° 389 – renvoi à la commission de la Défense nationale)

– M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les conséquences des dernières élections en Italie".

(n° 390 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– M. Stef Goris au ministre de la Défense nationale sur "l'adhésion à la seconde phase du programme "Joint Strike Fighter".

(n° 391 – renvoi à la commission de la Défense nationale)

SÉNAT

PROJET DE LOI SPÉCIALE TRANSMIS

Par message du 4 mai 2000, le Sénat transmet, tel qu'il l'a adopté en séance de cette date, le projet de loi spéciale modifiant l'article 41 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage (Doc. Chambre n° 627/1).

Renvoi à la commission de la Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions

GOUVERNEMENT

PROJET DE LOI DÉPOSÉ

Le gouvernement a déposé le projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'intervention du ministère public dans la procédure devant la Cour de Cassation et, en matière civile, devant les juges du fond, n° 631/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de la Justice.

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES

Redistribution des allocations de base

En exécution de l'article 15 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le vice-premier ministre et ministre du Budget transmet :

– Par lettre du 5 mai 2000, deux bulletins de redistributions d'allocations de base concernant la coopération internationale pour l'année budgétaire 2000.

– Par lettre du 8 mai 2000, un bulletin de redistributions d'allocations de base concernant le ministère des Communications et de l'Infrastructure pour l'année budgétaire 2000.

– Par lettre du 9 mai 2000, un bulletin de redistributions d'allocations de base concernant le ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 2000.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

DÉPENSES FAITES EN MARGE DU BUDGET

Par lettre du 4 mai 2000, le premier ministre transmet, en exécution de l'article 44, § 1er, alinéa 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des exemplaires de la délibération n° 3175 prise par le Conseil des ministres, relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

PARLEMENT EUROPÉEN

RÉSOLUTIONS

Par lettre du 5 mai 2000, le secrétaire général du Parlement européen transmet le texte de trois résolutions adoptées par cette assemblée :

1. Résolution sur les propositions du Parlement européen pour la Conférence intergouvernementale

Renvoi à la commission des Relations extérieures et au Comité d'avis chargé de questions européennes

2. Résolution sur le Forum mondial sur l'éducation

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture et au Comité d'avis chargé de questions européennes

3. Résolution sur les conséquences économiques des récentes tempêtes sur la filière sylvicole en Europe

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société et au Comité d'avis chargé de questions européennes

COUR D'ARBITRAGE

DÉCISION DE RENVOI

En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

– la question préjudicielle relative à l'article 140 du Code des impôts sur les revenus 1992, posée par la cour d'appel de Liège par arrêt du 8 mars 2000, en cause de E. Lambert et C. Belaire contre l'État belge

(n° du rôle : 1910)

Pour information